



L'école aux urgences climatiques

À l'heure de l'urgence climatique, les mesures annoncées par le ministre en faveur de l'éducation au développement durable sont bien loin d'être à la hauteur des enjeux. Il s'agit aujourd'hui d'aller au-delà de la sensibilisation à l'environnement mais de former des citoyens et citoyennes capables de mener la transition écologique.

Dossier réalisé par
F. Barbe, L. Gaiffe,
P. Magnetto et V. Solunto

L'école aux urgences climatiques

Finalement, c'est à bon compte que le ministre de l'Éducation nationale veut développer l'éducation au développement durable (EDD) à l'école. Fin août, dans le cadre bucolique des jardins de la rue de Grenelle, il a annoncé huit préconisations, dont quatre concernent le primaire. La plus emblématique d'entre elles, consiste à «faire de chaque école et établissement un lieu ouvert à des activités liées à la biodiversité (potagers, plantation d'arbres, nichoirs, compost, etc.)» Le moins que l'on puisse dire est que ce type de mesure n'est pas de nature à grever le budget de l'Éducation nationale d'autant que si elle a un coût, comme la mise à disposition d'une parcelle foncière pour un jardin, c'est sur les collectivités qu'il rejaillira. Elle n'est pas de nature non plus à donner des clefs de compréhension aux élèves sur les enjeux climatiques, à leur permettre d'exercer leur esprit critique. Certes, en tant que lieu de vie, l'école peut donner à vivre aux enfants des expériences concrètes qui les sensibiliseront aux éco-gestes. Mais la planète est engagée dans une course contre la montre pour éviter ou au moins tenter de limiter l'ampleur de la catastrophe annoncée. Avec la jeune Suédoise Greta Thunberg, des millions de jeunes le crient tous les vendredis à travers le monde. C'est sans doute sur cette vague qu'a voulu surfer le ministre en août, mais ses mesurette restant loin du compte. L'heure n'est plus à promouvoir un modèle de développement durable qui préserve les modes de production et modèles économiques actuels, mais à engager la société dans une transformation plus radicale, celle de la transition énergétique.

REPENSER LA MISSION DE TRANSMISSION DES SAVOIRS

La prise de conscience du rôle que doit jouer l'école dans ce domaine n'est pas nouvelle. Elle aura été progressive comme l'atteste la lente évolution des programmes depuis 1977. La forme la



“L'important pour les enseignants est d'amener les élèves à reconnaître que nos sociétés ont fait, et font en permanence des choix, et de montrer aussi que d'autres choix sont possibles.”



les jeunes générations à quelque chose que l'on sait inévitable», prévient Ange Ansour la co-fondatrice des *Savanturiers*, centre de recherche interdisciplinaire, (Fsc 461). Son observation entraîne une autre : c'est aux enseignantes et enseignants que revient le rôle d'assurer cette mission. « *L'important est d'amener les élèves à reconnaître que nos sociétés ont fait et font en permanence des choix, et de montrer aussi que d'autres choix sont possibles. Il s'agit d'aider à comprendre les contextes particuliers dans lesquels des orientations sont choisies, de mesurer les moyens d'action dont on dispose pour renouveler ou réajuster ces choix* », explique Olivier Morin, didacticien des sciences et du développement durable (lire p. 17). « *Ceci va bien au-delà de la sensibilisation à l'environnement ou de l'incitation aux « éco-gestes »* ». Mais ce n'est pas si simple quand la formation n'est pas au rendez-vous.

À L'ÉCOLE AUSSI

Ceci dit, les PE citoyennes et citoyens comme tout le monde savent faire preuve d'engagement. Beaucoup ont inscrit l'EDD au cœur de leur projet de classe ou d'école comme Floriane Guilbart à Troyes pour qui cet enseignement est de toutes les matières (lire p. 18). L'équipe de l'école de la Saïda à Paris partage un même investissement. Mais elle est servie en plus par un bâti scolaire rénové, aux normes HQE, dessiné et aménagé en concertation avec l'équipe enseignante et les élèves (lire p. 16-17). La question du bâti ne compte pas pour du beurre dans l'EDD. Elle est de nature à participer pleinement au développement du projet d'école. Mais évoquer les constructions scolaires c'est convoquer d'autres partenaires incontournables, les communes. Si toutes ne s'investissent pas pareillement dans leur école, que fait

l'État pour les accompagner ? Le ministre a beau jeu de préconiser d'« *engager les écoles et établissements dans une démarche de développement durable globale* ». Il n'annonce pas pour autant de mesures en faveur du bâti scolaire. À l'heure de l'urgence climatique, il semble bien que l'institution ait encore du chemin à parcourir. « *Éduquer en vue d'une transition écologique est souvent présenté comme "l'une des priorités", comme l'a fait Jean-Michel Blanquer lors de sa conférence de presse de rentrée. Dans la réalité, cette priorité écologique est vite diluée dans un projet éducatif orienté vers le lire, écrire, compter, manier le numérique* », souligne le chercheur en sciences de l'environnement Daniel Curnier (lire p. 19). Plus que jamais, la transition énergétique, c'est aussi pour l'école.



YAKA FOKON

En juin dernier, la rue de Grenelle annonçait huit mesures destinées à muscler sa politique en matière d'éducation au développement durable, quatre d'entre elles concernant directement le primaire : mener au sein des écoles une « *action pérenne en faveur de la biodiversité* », engager les écoles dans une démarche globale de développement durable, renforcer les programmes sur ces sujets et organiser un concours annuel *École verte 2030*. Ces mesures ne manquent certes pas d'intérêt, mais comment les mettre en œuvre ? On ne verdit pas les écoles sans une participation active des pouvoirs publics en matière de bâti éco-responsable, pas plus qu'on ne conduit des actions en matière de biodiversité sans de solides partenariats avec le monde associatif. Quant à de nouveaux ajustements aux programmes, on attend d'en connaître le contenu. Ils nécessiteront sans doute de la formation, sauf à considérer qu'un nouveau guide, vert celui-ci, pourrait en tenir lieu...

plus aboutie est détaillée dans ceux de 2015 (lire p. 16). Aujourd'hui le ministre propose de manière assez vague d'« *enrichir* » les programmes du primaire, c'est bien loin, là encore, des enjeux auxquels est confrontée la planète. Au contraire, son annonce est un rendez-vous manqué. Il faut un certain délai entre l'apparition d'une question sociétale nouvelle et sa traduction dans les programmes scolaires. Aujourd'hui, ne faudrait-il pas remettre en réflexion les programmes sur ce sujet précis ?

« *La mission de transmission des savoirs de l'école doit être repensée pour préparer*

(Bio)diversité des programmes

Les questions écologiques ont mis du temps à trouver leur place dans les programmes scolaires.

C'est en 1977 qu'une -petite- place est accordée dans les programmes scolaires à « l'éducation en matière d'environnement » (EE) car « la dégradation de son milieu de vie pose à l'homme des problèmes de choix déterminants pour son avenir », disaient les textes. Cette préoccupation fait écho à celle, politique et sociale, qui émerge dans le pays. En effet, six ans auparavant, a été créé le premier ministère de l'Environnement. C'est en 2004 que l'EE se transforme en EDD, éducation au développement durable : « un développement qui réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs », précise la circulaire. Nombre de spécialistes comme l'universitaire Patrick Matagne* critiquent ce changement de terme : « il s'agit de sauver non pas la planète mais le modèle économique », productiviste, en le rendant juste plus vertueux. Les

programmes de 2008 appliquent cette logique mais en peu de mots, concentrant les apprentissages sur le seul cycle 3, en sciences et histoire-géo. Il faut attendre les programmes de 2015 pour que les questions écologiques gagnent en importance. Les trois cycles sont désormais concernés, de façon transversale, mais aussi en sciences et en géographie. Le développement durable y est présenté comme un « impératif », support d'une réflexion des élèves pour « imaginer des alternatives ». Le lien est établi avec l'éducation morale et civique et la « prise de responsabilité » des élèves. Apparaissent les notions de biodiversité, de changement climatique... Les recommandations du ministre à la rentrée n'apportent donc pas grand-chose (lire p. 15). Après l'EE et l'EDD, à quand la saison de l'ÉTÉ (éducation à la transition écologique) ?

* in *Éducation et socialisation* n° 33.



Oasis

Une école parisienne prend le développement durable très au sérieux

À l'école de la Saïda, située dans le XV^e arrondissement de Paris, cela faisait plusieurs années que l'équipe enseignante conduisait des activités autour de la biodiversité. Elle avait même un petit jardin pédagogique. En 2007, alors que la mairie envisageait une rénovation du bâti scolaire, le projet a été élaboré en concertation avec la communauté éducative. Il a été décidé de faire les choses en grand avec une réhabilitation des locaux selon des normes de haute qualité environnementale, mais aussi avec un travail sur un vrai projet d'école pour accéder au label éco-école (lire p. 18). Côté bâtiment, l'élémentaire a été livrée en 2013, 2015 pour la maternelle. « Les enfants ont été associés au projet architectural et ont fait une série de propositions. », précise Pascale Sylvain-Sacy, la directrice de l'élémentaire. Ils ont ainsi obtenu la végétalisation des murs, l'installation de panneaux photovoltaïques, d'un jardin zen et d'une mare sur le toit, ainsi qu'une extension à 400 m² du jardin. Bien sûr, le choix de matériaux écologiques a été fait pour tous les aménagements intérieurs. Un système de ventilation interne et des pare-soleils en bois sont installés devant les fenêtres. Résultat : « L'école n'a par exemple pas eu à souffrir de la canicule en juin dernier. », indique Pascale.

UNE ÉCO-CITOYENNETÉ EN CONSTRUCTION

Côté label, « il s'est agi, à partir d'un diagnostic partagé, de concevoir une série d'actions liées à la biodiversité qui



SAVEZ-VOUS planter les choux ?

associent enseignants, élèves, parents et associations partenaires», détaille Aline Chaigeau, directrice de la maternelle. Chaque classe développe son action qu'elle partage ensuite avec les autres. Ici, ce sont des nichoirs, là, un hôtel à insectes. Ailleurs, un apiscopie abrite un essaim d'abeilles. Et le jardin pédagogique, avec ses arbres, ses carrés de légumes et son poulailler, fait l'objet d'une attention constante. Pour Christelle Hugron, une maîtresse de la maternelle, le travail sur le vivant, sur la biodiversité, est au cœur du projet. Il s'agit bien, « dans ce milieu hyper urbain, de reconnecter les enfants à la nature. » Valérie Rguieg, maîtresse de CM2, ajoute que « si un élève s'intéresse à son environnement, en prend soin, ça l'aide à se sentir acteur, à être en responsabilité. » Et ce, jusque dans les gestes du quotidien. Les classes sont équipées de poubelles papier ainsi que de bio-boîtes pour collecter les déchets organiques qui rejoindront le composteur du jardin. Les dimensions de solidarité, nécessaires à la labellisation éco-école, sont aussi prises en compte. « Une association locale de personnes handicapées vient dans l'école et organise des ateliers handisports », explique Valérie. La classe de CP, elle, accueille un jeune chien guide d'aveugles où il est « socialisé » durant plusieurs mois avant de partir en formation. Autant de choses qui, dans et hors la classe, participent d'une formation à l'éco-citoyenneté. « Et nous n'en sommes qu'aux prémices, avertit Christelle. Nous souhaitons développer le travail sur le tri, le gaspillage de l'eau, l'énergie, notre impact sur l'environnement et le réchauffement climatique. Qu'à partir des enfants, ça infuse aussi dans les familles qui au départ ne sont pas forcément sensibles à ces sujets. » Parce qu'il y a urgence...

3 QUESTIONS À....

«UNE APPROCHE TRANSDISCIPLINAIRE»



Olivier Morin, maître de conférences en didactique des questions socialement vives en sciences et éducation au développement durable à l'université Lyon 1

et conséquences possibles de choix passés ou à venir. Dans les enseignements français du premier et du second degré, il avait été décidé de ne pas développer une nouvelle discipline, qui aurait pu s'appeler « sciences de l'environnement », mais au contraire de privilégier une approche transdisciplinaire. Par exemple, le débat actuel sur l'usage de pesticides en agriculture à proximité ou non des habitations peut être une opportunité en classe de découvrir ou de mobiliser des savoirs de biologie et d'écologie, comme les conditions de croissance des végétaux ou la compétition entre espèces. Mais cela fait aussi appel à l'approche systémique des sciences humaines (histoire, géographie, économie) et à la discussion (EMC, philosophie) des valeurs que nous souhaitons partager.

1.

«ENSEIGNER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE», C'EST-À-DIRE ?

L'important pour les enseignants est d'amener les élèves à reconnaître que nos sociétés ont fait, font en permanence des choix, mais aussi que d'autres choix sont possibles. Il s'agit d'aider à comprendre les contextes particuliers dans lesquels des orientations sont choisies, de mesurer les moyens d'action dont on dispose pour renouveler ou réajuster ces choix. C'est ici que les disciplines apportent des clés de compréhension. La durabilité peut être intégrée et questionnée au quotidien dans l'enseignement en développant deux compétences : la réflexion critique et l'engagement, quelle que soit la discipline. Et ceci va bien au-delà de la sensibilisation à l'environnement ou de l'incitation aux « éco-gestes ». Il faut viser la participation et la créativité des élèves face aux enjeux d'avenir, en leur donnant les moyens et l'envie d'agir collectivement.

2.

COMMENT ARTICULER AVEC LES DISCIPLINES SCOLAIRES ?

Cette articulation émerge dans la construction du sens à attribuer aux situations environnementales authentiques que les élèves perçoivent, celles pour lesquelles l'histoire, la géographie, l'économie, les sciences de la vie, la philosophie... éclairent les causes

3.

QUELLE FORMATION ?

Il faut faire vivre aux enseignants des situations comme on voudrait qu'ils les fassent vivre à leurs élèves. Avec des démarches d'enquêtes, des projets qui privilégient les sorties sur le terrain, aident à comprendre les rétroactions et les mécanismes de choix collectifs. À poser les apprentissages à partir de problématiques proches comme « Doit-on construire un plus grand parking sur le campus ou alors rendre plus compliqué l'accès en voiture pour privilégier les déplacements doux ? » Il s'agit bien d'apprendre à questionner ensemble les normes de nos sociétés et les valeurs qui sous-tendent nos choix collectifs, sans dogmatisme, mais avec toute la précision et la richesse des savoirs disciplinaires. Elle doit permettre aux enseignants de maîtriser ces savoirs-clés, mais aussi les aider à identifier les besoins de savoirs générés par les questions vives de l'actualité.



© Millerand/INAJA

Durablement transversal

C'est dans toutes les matières que Floriane Guilbart fait prendre conscience à ses élèves, de la nécessité du développement durable.

Une bonne dose d'histoire, et particulièrement les débuts de l'industrialisation en France, quelques leçons de sciences avec recherches et expériences, des écrits de travail en français mais aussi un sondage pour faire vibrer le vivre-ensemble, sans oublier les pourcentages. Voilà le cocktail d'apprentissages qui irrigue l'enseignement au développement durable dans la classe de CM1 de Floriane Guilbart à l'école Cousteau de Troyes. Elle qui est plongeuse par ailleurs et observe au masque, la nature et l'impact de l'action humaine, est aussi formatrice et membre d'un groupe départemental de recherche-action en sciences. L'an dernier « sa plongée » historique avec sa classe avait abouti à un parcours pour les enfants dans le Troyes industriel du XIX^e siècle avec visite, questionnaires et jeux sur l'application *Guidigo*. C'est après cette visite qu'elle aborde désormais le travail autour de l'effet de serre et du réchauffement climatique. Des écrits courts, tournés vers l'EDD, lancent la réflexion : « *Sur la planète Terre, vu l'éloignement du soleil, il devrait faire -18°C. Or il fait en moyenne 15°C. À votre avis que se passe-t-il à la surface de la Terre ?* » D'autres écrits de travail révéleront les représentations des élèves sur l'industrialisation et ses effets. C'est l'étude de documents, les vidéos, mais surtout les expériences dans la classe

avec les cloches à vide ou les fours solaires qui vont permettre de faire le lien, le tout sous l'impulsion d'Isabelle Vasseur, coordinatrice du centre pilote *La main à la pâte* de Troyes. « *Grâce aux courbes de climat depuis le début de l'industrialisation, les élèves ont pu faire le lien entre l'utilisation accrue du charbon et l'élévation des températures. Ils se sont rendus compte que les activités humaines ont créé un effet de serre additionnel !* », s'enthousiasme Floriane.

DES ÉCO-GESTES AU DD

L'école de 14 classes située en Rep est engagée dans plusieurs activités écologiques avec des associations (Vigie-Nature, TerraCycle...): compost de la cantine pour le jardinage, récolte de données scientifiques, visite de la chaufferie bois-paille, conférence sur le climat... Elle est particulièrement active sur le tri des déchets. Chaque classe met en place des poubelles différenciées, même pour les colles et les feutres qui bénéficient d'un recyclage particulier, et procède à une pesée des déchets qui sera effectuée plusieurs fois dans l'année. Au-delà des activités en sciences ou en mathématiques, c'est une prise de conscience de comportements plus durables qui est visée. C'est justement le but du sondage que la classe de CM1 vient de concocter et de distribuer (en 100 exemplaires, c'est plus facile pour les pourcentages !) dans leur école mais également dans l'école voisine. À travers une série de questions autour des déchets, des habitudes de transports ou de consommation d'eau et d'électricité, les élèves cherchent à savoir « *comment à notre petit niveau, nous pouvons avoir des actions qui font du bien à la planète, tout en continuant à vivre normalement* ».

en bref

ÉCO-ÉCOLE

Implanté en France depuis 2005, par l'association *Teragir*, Éco-école est un programme d'éducation au développement durable proposé aux établissements scolaires. Biodiversité, déchets, eau, énergie, climat ou encore solidarité : autant de thématiques qui peuvent être développées, avec un accompagnement pas à pas par une équipe professionnelle, des relais locaux et une banque de ressources pédagogiques. Toutes les informations sur

ECO-ECOLE.ORG

CANICULE, UNE CELLULE, WHAT ELSE ?

Lors du nouvel épisode caniculaire fin juin, le SNUipp-FSU au sein d'une intersyndicale a interpellé le ministère de l'Éducation nationale pour « *anticiper au mieux les incidences des évolutions climatiques tant sur les élèves que les personnels* ». Depuis, une cellule ministérielle sur le bâti scolaire a été créée mais pour l'instant très peu d'informations ont filtré sur ses éventuels travaux.

SEMER DES "GRAINE"

Le réseau *École et nature*, association agréée par le ministère, est constitué de multiples GRAINE, Groupes régionaux d'animation et d'initiation à la nature et à l'environnement. Des groupes à l'écoute des écoles pour soutenir leur projets en faveur de la préservation de l'environnement : interventions en classe, fiches pédagogiques, sorties... **RESEAU ECOLEETNATURE.ORG**

"Changer de priorités"



© Olivier Vogelsang

Face aux défis écologiques, l'école a son rôle à jouer, rappelle Daniel Curnier, mais cela nécessite des changements de grande ampleur.

FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES, QUEL RÔLE PEUT AVOIR L'ÉCOLE ?

DANIEL CURNIER : L'école en France, en Suisse et dans les autres pays de l'OCDE doit jouer son rôle dans la transition écologique. Pour cela, il faudrait engager trois niveaux de changement. Le premier, l'évolution des contenus d'apprentissage, a débuté. Le deuxième niveau consiste à promouvoir les outils dont auront besoin les futurs citoyens pour participer activement à cette transition écologique. Cela nécessite de permettre aux élèves de développer, comme le prône l'Unesco, des compétences de pensée complexe, de pensée critique, de pensée prospective et transformatrice, de réflexion éthique ou de passage à l'action. Le troisième niveau de changement nécessaire est celui de la structure même du système éducatif comme les grilles horaires, les modalités d'évaluation.

Y A-T-IL UNE ÉVOLUTION DANS CE SENS ?

D.C. : Actuellement l'école, à l'image de l'ensemble de la société, commence à agir. Les questions environnementales sont de plus en plus présentes dans les programmes. On a renforcé le travail sur la biodiversité ou les changements climatiques. Les éco-gestes sont également encouragés : tri des déchets, économies d'énergie, action sur l'alimentation, les transports... Néanmoins, il y a un décalage temporel entre ce que nous dit la science sur les dégradations de l'environnement depuis 50 ans et les évolutions actuelles. Cela reste des mesures à impact très faible et dépendant des volontés locales. Éduquer en vue d'une transition écologique n'est pas la

priorité des ministères. Cela est souvent présenté comme « l'une des priorités », comme l'a fait Jean-Michel Blanquer lors de sa conférence de presse de rentrée mais sous la pression de la rue. Dans la réalité, cette priorité écologique est vite diluée dans un projet éducatif orienté vers le lire, écrire, compter, manier le numérique, soit les compétences de base à donner aux futurs travailleurs pour qu'ils soient productifs dans un système de plus en plus robotisé.

QU'EST-CE QUI MANQUE ?

D.C. : Ce qui pêche principalement, c'est de ne pas agir sur la structure même du système éducatif. Tant qu'on aura un temps scolaire découpé en séances de 45 minutes, un déséquilibre dans les disciplines et une évaluation centrée sur les langues et les maths, nous ne progresserons pas. Il faut des espaces pour travailler l'interdisciplinarité, une ouverture de l'école sur le monde. Fondamentalement, il faut changer de priorités éducatives pour former des citoyens capables de mener cette transformation sociétale. Un des grands défis est de faciliter la collaboration entre enseignants pour bâtir des projets, et pas seulement lors de « semaines spéciales environnement ». Pour

cela il faut du temps de concertation et donc revoir le temps de travail enseignant et la formation.

QUELLE ARTICULATION AVEC LES AUTRES ACTEURS ?

D.C. : L'école est le lieu de la lenteur, là où se construisent les citoyens à venir, avec un horizon à 20 ans, elle ne peut donc pas être la seule responsable d'un tel changement. Les autres secteurs doivent changer plus rapidement : l'industrie, la finance, les institutions politiques, l'agriculture... Il faut en outre réfléchir à comment l'école interagit avec les collectivités et les acteurs locaux. Longtemps elle a été considérée comme un lieu sécurisé d'apprentissage. Il faut conserver une partie de cette protection mais

ménager des espaces de rencontres et de projets avec la mairie, les associations... Si l'on veut que nos futurs citoyens développent une capacité à agir, ils doivent pouvoir s'entraîner. Ce n'est pas à eux de changer le monde mais ils peuvent déjà participer à changer leur environnement proche, en collaboration avec les adultes. Des actions sont à mener également sur le bâti scolaire. On ne peut pas enseigner à des élèves un idéal de neutralité carbone dans des lieux qui sont aux antipodes de ce discours. Il est aussi essentiel d'agir sur la dimension fortement symbolique de l'alimentation : cantines bio, circuits courts, préparation des repas par des apprentis cuisiniers plutôt que par des entreprises privées. Avec un tel volume de commandes, l'État peut peser sur l'approvisionnement et les techniques agricoles.

BIO

Daniel Curnier, chercheur suisse en sciences de l'environnement, auteur d'une thèse et de nombreux articles sur le rôle de l'école dans la transition écologique.

"Faciliter la collaboration entre enseignants pour bâtir des projets et pas seulement lors de semaines spéciales"